

La gentrification de La Petite-Patrie. Quelle place et quel pouvoir pour les aînés ?

Gentrification in La Petite-Patrie. Which Place and which Power for the Elderly ?

Jean-Pierre Lavoie, Damaris Rose, Victoria Burns et Véronique Covanti

Volume 11, numéro 1, automne 2011

Vieillir dans la ville

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1007744ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1007744ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Groupe de recherche diversité urbaine
CEETUM

ISSN

1913-0694 (imprimé)

1913-0708 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavoie, J.-P., Rose, D., Burns, V. & Covanti, V. (2011). La gentrification de La Petite-Patrie. Quelle place et quel pouvoir pour les aînés ? *Diversité urbaine*, 11(1), 59–80. <https://doi.org/10.7202/1007744ar>

Résumé de l'article

Pour les résidents qui vieillissent, le quartier gagne en importance. Dans une dynamique de déprise associée au grand âge, les géographies personnelles diminuent. Les relations sociales tendent alors à se restreindre au quartier qui fournit un sentiment de sécurité. C'est pourquoi les gérontologues favorisent le vieillir chez soi. Toutefois, lorsque le quartier est en plein changement, quelles sont les répercussions sur les résidents âgés ? L'étude présentée s'intéresse aux perceptions des personnes âgées quant à l'évolution du quartier de La Petite-Patrie (Montréal) et les répercussions sur leur vie quotidienne. Ces bouleversements, dont certains sont liés à la gentrification, et la déprise associée au vieillissement semblent se conjuguer pour rendre les personnes âgées de plus en plus invisibles et exclure les plus démunies de l'espace public.

La gentrification de La Petite-Patrie. Quelle place et quel pouvoir pour les aînés ?

Gentrification in La Petite-Patrie. Which Place and which Power for the Elderly ?

JEAN-PIERRE LAVOIE

*Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale (CREGÉS)
du Centre de santé et de services sociaux Cavendish,
et École de travail social, Université McGill
lavoie.jean-pierre.cvd@ssss.gouv.qc.ca*

DAMARIS ROSE

*Institut national de la recherche scientifique,
Centre Urbanisation Culture Société
damaris.rose@ucs.inrs.ca*

VICTORIA BURNS

*Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale (CREGÉS)
du Centre de santé et de services sociaux Cavendish,
et École de travail social, Université McGill
victoria.burns@mail.mcgill.ca*

ET VÉRONIQUE COVANTI

*Institut national de la recherche scientifique,
Centre Urbanisation Culture Société
veroniquecovanti@gmail.com*

RÉSUMÉ ■ Pour les résidents qui vieillissent, le quartier gagne en importance. Dans une dynamique de déprise associée au grand âge, les géographies personnelles diminuent. Les relations sociales tendent alors à se restreindre au quartier qui fournit un sentiment de sécurité. C'est pourquoi les gérontologues favorisent le vieillir chez soi. Toutefois, lorsque le quartier est en plein changement, quelles sont les répercussions sur les résidents âgés ? L'étude présentée s'intéresse aux perceptions des personnes âgées quant à l'évolution du quartier de La Petite-Patrie (Montréal) et les répercussions sur leur vie quotidienne. Ces bouleversements, dont certains sont liés à la gentrification, et la déprise associée au vieillissement semblent se conjuguer pour rendre les personnes âgées de plus en plus invisibles et exclure les plus démunies de l'espace public.

ABSTRACT ■ For aging residents, their neighbourhood becomes more important than before. In a dynamic of "disengagement," their geographical area tends to decrease. Social relations gradually become limited to people who live in the neighbourhood, which also provides a sense of security. Consequently, "ageing in place" has become

a burgeoning topic in gerontology. But in a neighbourhood undergoing changes, what are the repercussions for older residents? This study seeks to understand older residents' perceptions of Montreal's neighbourhood La Petite-Patrie, its evolution and its impact on their day-to-day lives. These changes, some of which are related to gentrification, are combined with "disengagement" and make older adults (especially the less wealthy ones), increasingly invisible and excluded from public spaces.

MOTS CLÉS ■ Personnes âgées, gentrification, quartier, exclusion sociale, déprise.

KEYWORDS ■ Older adults, gentrification, neighbourhood, social exclusion, disengagement.

VIEILLIR IMPLIQUE de nombreux changements personnels, un réaménagement de ses activités et de ses engagements, et certaines pertes aux plans physique et social, qu'il s'agisse d'une diminution de son autonomie personnelle ou du décès de proches (Caradec 2004). Les réaménagements peuvent être multiples et fort variés. Ainsi, on peut mettre fin à une activité comme le jardinage qui demande trop d'efforts physiques, ne plus fréquenter un club de l'âge d'or car on vient de perdre son permis de conduire ou encore cesser de s'intéresser à l'actualité, car on se sent de plus en plus étranger du monde. Il ne faut donc pas se surprendre que plusieurs chercheurs aient noté qu'avec l'avancée en âge, l'aire géographique de vie tendrait à se restreindre (Clément, Mantovani et Membrado 1998, 1996, 1994; Lalive d'Épinay, Christe, Coenen-Huther *et al.* 1983; Lord, Després et Ramadier 2010; Wiles 2005). Les personnes âgées, tout comme les plus défavorisées, auraient des réseaux sociaux moins diffus dans l'espace que les personnes plus jeunes ou favorisées (Guest et Wierzbicki 1999). Les recherches qui ont exploré la question du sens du « lieu » (*place*) chez différents groupes indiquent que l'échelle du voisinage aurait une plus grande importance dans la vie des résidents âgés que dans celle des plus jeunes, plus mobiles (Cutchin 2005). Le quartier et le « chez-soi » deviendraient donc un élément primordial dans la vie sociale – les relations sociales se limitant graduellement aux personnes qui habitent à proximité – et dans la définition de l'identité des aînés, le quartier fournissant de nombreux repères identitaires (Clément, Mantovani et Membrado 2004). En général, ces constatations ont amené à la fois les gérontologues et les politiques destinées aux personnes âgées à miser sur le vieillissement sur place (*aging in place*).

Toutefois, la gérontologie sociale, qui s'est trop longtemps concentrée sur les modèles quelque peu statiques d'ajustement environnemental des

années 1970 et 1980, a peu porté attention aux liens que les personnes âgées ont établis avec les quartiers et voisinages qu'ils habitent, aux changements que ces derniers peuvent connaître de même qu'aux expériences qu'ont les personnes âgées de ces changements (Lavoie, Rose, Twigge *et al.* 2009 ; Wahl et Oswald 2010). Ainsi, les personnes âgées subissent-elles ces changements ? Ou, au contraire, y participent-elles ? En fait, ce sont plutôt les géographes du vieillissement qui se sont intéressés à l'importance des changements dans les quartiers et voisinages des personnes âgées. Par ailleurs, les quelques écrits en gérontologie sociale portant sur le « vieillissement sur place » et sur le rôle du lieu chez les personnes âgées vivant dans de vieux quartiers urbains – incluant notamment une récente comparaison entre le Royaume-Uni et le Canada (Smith 2010) – continuent essentiellement à porter sur des quartiers qui vivent une dégradation physique ou qui connaissent une forte augmentation de la criminalité. Ces deux phénomènes pourraient nuire au confort des personnes âgées dans leurs foyers et à leur capacité de s'approprier les espaces publics. Considérant que les quartiers qui connaissent de multiples désavantages peuvent renforcer l'exclusion sociale des personnes âgées (voir Scharf, Phillipson et Smith 2005 à cet effet), on peut comprendre cette attention. Toutefois, on a ainsi ignoré le fait que les quartiers centraux de plusieurs grandes villes, notamment ceux de Montréal, Toronto et Vancouver, connaissent plutôt un processus de gentrification (Walks et Maaranen 2008). À l'instar de Chris Phillipson (2010), nous pensons que la gentrification pourrait également induire des dynamiques d'exclusion sociale des personnes âgées d'origine modeste qui vivent dans les milieux touchés.

La gentrification se définit comme un phénomène physique, économique, social et culturel impliquant un quartier autrefois habité par les classes défavorisées et dans lequel on constate « l'invasion » par une population (plus) favorisée (voir par exemple Hamnett 2008). Ce processus implique plusieurs changements : une population qui devient plus jeune, plus instruite et dont les revenus sont plus élevés ; une hausse importante dans le coût de l'habitation, qu'il s'agisse de la valeur des maisons, des loyers ou encore des taxes foncières ; une revitalisation commerciale et des changements dans la nature des commerces ; un achalandage accru des rues commerciales et, enfin, le déplacement d'anciens résidents vers d'autres voisinages, voire d'autres quartiers, plus abordables. On sait peu de choses de l'expérience qu'ont les personnes âgées de ce phénomène, d'autant plus qu'au cours des quinze dernières années, les modes de gentrification se sont diversifiés (Shaw 2008). Cette évolution mérite que l'on s'intéresse à ses effets sur les personnes âgées. Alors que les acteurs du secteur privé (rénovateurs de maison, propriétaires peu scrupuleux, etc.) peuvent toujours provoquer des déplacements

de résidents, les municipalités situées au centre de grandes régions métropolitaines orchestrent de plus en plus la gentrification, notamment en facilitant la construction domiciliaire et en revitalisant les artères commerciales (Hackworth et Rekers 2005) dans le but de relancer les économies locales, d'augmenter leurs revenus et d'attirer les familles ou les célibataires jeunes et urbains. Ce faisant, elles renversent parfois la tendance au vieillissement des villes centrales (Séguin, Apparicio, Negron 2008). C'est dans cette veine que la planification locale et les politiques d'habitation, qui gouvernent le quartier de La Petite-Patrie (Montréal) dont il est question dans ce texte, visent une revitalisation « inclusive » et « durable » qui implique une mixité urbaine tant au plan économique que générationnel. Ces politiques promettent le meilleur des deux mondes aux quartiers moribonds ou pauvres, c'est-à-dire une gentrification « contrôlée » qui limiterait le déplacement des anciens résidents en favorisant, entre autres, la construction de nouveaux logements sociaux. Dans les faits, on ne sait pas très bien ce qui se passe : comment les personnes âgées perçoivent-elles les transformations ? Sont-elles bien servies par les changements dans les infrastructures locales ? Leur place dans le quartier s'en trouve-t-elle modifiée ? À cet effet, les chercheurs se consacrent de plus en plus à la description et à la conceptualisation du déplacement « indirect » (ou symbolique) qui, sans mener à l'éviction des anciens résidents de certains secteurs – parce qu'ils habitent dans des logements sociaux ou sont protégés par une régulation des loyers par exemple –, fait en sorte que leur culture locale, leur histoire de vie, leur accès aux services qui leur sont familiers ou leur représentation dans les forums politiques locaux sont perturbés par l'afflux de nouveaux arrivants plus jeunes, plus riches et plus instruits (Davidson et Lees 2005 ; Marcuse 1986 ; Martin 2007).

Peu de travaux empiriques ont porté sur les effets négatifs indirects de la gentrification sur les personnes âgées. Par ailleurs, en maintenant l'accent sur les effets négatifs de la gentrification pour des raisons éthiques (Shaw 2008), les débats sur le déplacement indirect n'ont que peu porté sur les circonstances qui font que certaines personnes âgées connaîtraient des expériences plus positives de la gentrification. Nous pensons ici à l'accroissement de leur capital immobilier, à un sentiment accru de sécurité avec l'achalandage plus important des rues commerciales ou encore à de nouvelles occasions de création de liens résultant de l'amélioration des équipements publics et des services. Il y a toutefois quelques rares études fort éclairantes quant aux effets de la gentrification sur les personnes âgées. Ainsi, Clément, Mantovani et Membrado (1998) révèlent que la revitalisation d'un quartier central de Toulouse a fait en sorte que les résidents âgés ont l'impression de ne plus être à leur place, au point de limiter les sorties à l'extérieur de leur domicile. À San Francisco, en

Californie, Sonia Lehman-Frisch (2008, 2002) note l'exclusion économique et culturelle de certains résidents âgés à la suite de la gentrification commerciale de leur quartier alors que d'autres voient plutôt dans la gentrification une réappropriation du quartier qu'ils avaient choisi d'habiter autrefois. Jennifer Pashup-Graham (2003) relève également des positionnements différents chez les résidents âgés de deux quartiers de Chicago. D'une part, les résidents âgés disposant d'un grand capital résidentiel voient positivement la gentrification. D'autre part, certains résidents blancs âgés n'apprécient guère l'arrivée des gentrificateurs, pourtant blancs, qui déplacent les locataires latino-américains dont ils se sentent plus proches au plan social.

Toutefois, cette expérience de la gentrification et du changement qui survient dans le quartier que l'on habite croise cette autre expérience personnelle qu'est le vieillissement. Changements personnels et dans l'environnement peuvent alors en venir à se croiser et à se confondre. L'étude des effets de la gentrification du quartier sur les résidents âgés doit donc tenir compte de cette double dynamique et distinguer ce qui tient du vieillissement de la personne de ce qui tient du changement dans l'environnement.

L'étude

Notre étude vise à mieux comprendre l'expérience qu'ont les personnes âgées de la gentrification du quartier dans lequel elles habitent ou qu'elles ont quitté récemment. Plus spécifiquement, il s'agit 1) d'obtenir les perceptions qu'ont les personnes âgées du processus de gentrification, 2) de comprendre de quelle manière celui-ci contribue aux dynamiques d'exclusion sociale des aînés ou les amoindrit et 3) de décrire les stratégies des personnes âgées pour contrer leur exclusion sociale s'il y a lieu. L'attention portée aux processus d'exclusion et aux stratégies « de résistance » pose évidemment la question du pouvoir des aînés sur leur vie et de leur capacité de faire des choix.

Cadre théorique

Pour plusieurs sociologues de la vieillesse, la déprise caractérise l'expérience de la vieillesse. Serge Clément et Monique Membrado la définissent comme « le processus et les procédés de substitution, de remplacement d'activités par d'autres, liés à la conscience des limites imposées par le sentiment et l'expérience du vieillir » (2010 : 109). Devant l'incapacité, la perte d'énergie et la fatigue du monde, les personnes âgées abandonnent certaines activités pour se concentrer sur les plus significatives compte

tenu de l'identité qu'elles tentent de préserver. Des lieux, des activités sont ainsi abandonnées parce que l'on est fatigué, parce que l'on n'en a plus le goût. Toutefois, comme ces auteurs l'indiquent, cette perte de goût peut constituer une rationalisation d'une pratique de repli plutôt en lien avec le regard disqualifiant des autres, ce qui peut mener à l'exclusion des personnes âgées de l'espace public. Ce regard ne se manifeste pas uniquement au plan des représentations sociales. Il revêt des formes tangibles comme les politiques et l'aménagement urbains (Clément, Mantovani et Membrado 1996). Ces constatations ont amené Jean-Pierre Lavoie (2007) à proposer de distinguer deux dynamiques de déprise : une déprise liée à l'adaptation aux forces déclinantes et une déprise davantage liée à la mise à l'écart de la vieillesse. Celles-ci ne sont pas mutuellement exclusives, l'analyse des processus d'exclusion permettant de constater chez plusieurs le rôle de failles ou des limites personnelles, antérieures à la rupture sociale, dans ce processus (de Gaujelac *et al.* 1994).

Le concept sociologique d'exclusion sociale nous est apparu particulièrement pertinent à l'étude des processus de mise à l'écart d'ainés liés à la gentrification, qu'ils aient ou non quitté leur milieu de vie habituel. Ce concept est apparu dans le milieu politique européen dans les années 1990 (Paugam 1996) et s'est peu à peu étendu au domaine de la recherche gérontologique et des débats sur les politiques publiques au Royaume-Uni (voir par exemple Scharf, Phillipson, Kingston *et al.* 2001). Plus récemment, Véronique Billette et Jean-Pierre Lavoie ont défini l'exclusion comme étant « un processus de non-reconnaissance et de privation de droits et de ressources, à l'encontre de certains segments de la population, qui se réalise à travers des rapports de force entre groupes aux visions et aux intérêts divergents » (2010 : 5). Ces processus mènent à des inégalités et, éventuellement, à une mise à l'écart dans sept dimensions de la vie en société : 1) l'exclusion symbolique, qui se manifeste par des images négatives ou encore l'invisibilité sociale des aînés ; 2) l'exclusion identitaire, alors que l'identité de la personne âgée est réduite à son seul groupe (les « vieux », les « séniles », etc.) ; 3) l'exclusion sociopolitique par les barrières qui limitent la participation civique ou politique des vieilles personnes ; 4) l'exclusion institutionnelle, qui implique un manque d'accès aux mesures de protection sociale ou de contrôle sur les services qu'elles reçoivent ; 5) l'exclusion économique, qui fait en sorte que les personnes âgées n'ont pas accès à l'emploi ou à des revenus adéquats ; 6) l'exclusion des liens sociaux significatifs, qui se manifeste par l'isolement social, voire des situations d'abus de la part des proches et, enfin, 7) l'exclusion territoriale lorsque les personnes âgées se voient exclues de l'espace public, confinées à domicile ou à des institutions et sans contrôle sur leurs espaces privés. Le concept d'exclusion sociale et ses dimensions sont proches des concepts

de déplacements direct et indirect, issus de la géographie urbaine et présentés précédemment, qui se rapportent aux pressions ressenties par les aînés afin qu'ils quittent leur logis (déplacement direct) ou l'impression d'être devenus en quelque sorte étrangers ou marginalisés dans leur voisinage (déplacement indirect).

Tant la déprise que l'exclusion renvoient à la perte de pouvoir que détiennent les personnes âgées sur l'orientation de leur vie et de leur environnement. Avant d'aller plus loin, il importe toutefois d'examiner de plus près ce concept. Il faut d'abord reprendre la distinction que fait François Chazel (2005) entre « pouvoir de » et « pouvoir sur ». Le « pouvoir de » réfère de manière générale à la faculté d'agir : on parle ainsi d'une personne comme ayant le pouvoir d'accomplir telle ou telle action, comme ayant l'aptitude d'entreprendre des actions de manière efficace. Cette idée de « pouvoir de » se rapproche de la notion de *capabilité* (ou *capacité*, selon une autre traduction de l'anglais *capability*) développée par Amartya Sen (1993), entendue comme la capacité effective (ou liberté réelle) de réaliser ce que l'on tient pour essentiel. Le lien avec la déprise est ici évident, celle-ci étant généralement, mais non exclusivement, liée à une perte de *capabilité* ou de « pouvoir de » poursuivre certains engagements antérieurs. À l'instar de la déprise, ce « pouvoir de » est à la fois lié aux capacités fonctionnelles et cognitives de la personne âgée et aux ressources ou contraintes présentes dans son environnement. Ces contraintes environnementales, qui peuvent autant tenir du deuil d'une personne de son entourage qu'être liées à des aménagements urbains ou à des pertes de revenus, renvoient quant à elles à différentes formes d'exclusion sociale. Quant au « pouvoir sur », il est appréhendé comme étant inscrit dans un champ d'interaction, autrement dit en termes relationnels. Selon Max Weber (1992), le pouvoir signifie toute chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté même contre des résistances. Cette idée se rapproche de la notion d'autorité telle que définie par Anthony Giddens (1987) et Richard Sennett (1981). Tous deux considèrent l'autorité comme la capacité à orienter l'action des autres acteurs. Avec le grand âge et la fatigue, voire le détachement qui les accompagne, ce pouvoir sur les autres diminue : Vincent Caradec (2004) note chez certaines personnes âgées une volonté à s'en remettre aux autres, une certaine délégation de pouvoir notamment aux proches ou aux professionnels qui prennent soin d'elles. Quant à l'exclusion sociale, l'idée d'impuissance y est implicite.

Ainsi, les processus de déprise et d'exclusions pourraient concourir, soit de façon distincte soit en interaction, à réduire la place des personnes âgées dans leur quartier et à limiter leur pouvoir sur son aménagement. La gentrification du quartier pourrait quant à elle déclencher, accentuer ou limiter les processus d'exclusion sociale.

Méthodes

L'étude, qui s'achève, porte sur quatre sites, soit deux quartiers de Montréal – le secteur Saint-Édouard de La Petite-Patrie et le sud du quartier Notre-Dame-de-Grâce – et deux de Toulouse – les Minimes et Marengo. Toutefois, le présent texte ne porte que sur le quartier montréalais de La Petite-Patrie. L'étude cible les résidents et anciens résidents âgés de 70 ans et plus, mobiles, autant des locataires que des petits propriétaires. Ces personnes ont été recrutées de diverses façons, soit par référence d'un organisme de défense des droits des locataires, de la paroisse italienne du quartier ou des résidences pour personnes âgées autonomes ou encore par la méthode dite boule de neige. Dans ce quartier, un total de 18 personnes âgées¹ de 63 à 89 ans a pris part aux entretiens semi-dirigés. Parmi ces participants, six étaient d'origine italienne alors que les autres étaient d'origine canadienne-française; treize étaient locataires et cinq étaient propriétaires (ceux-ci étaient tous d'origine italienne); plus des trois quarts vivaient dans le quartier depuis plus de trente ans. Quatorze résidaient dans le quartier au moment de l'entretien et quatre l'avaient quitté dans les dernières années. Le recrutement des personnes déplacées, que nous savions complexe, a été semé d'embûches (peu de références des organismes partenaires, personnes inadmissibles, manque d'intérêt de quelques personnes) et n'a pas donné les résultats escomptés. Par ailleurs, six informateurs clés ont également été interviewés. Parmi ceux-ci, on comptait deux représentants d'organismes communautaires, un ministre du culte, un membre d'un conseil d'administration d'une institution financière locale, le conseiller municipal et une personne résidant dans le secteur depuis plus de trente ans.

Les entretiens, d'une durée variant entre une et deux heures, portaient d'abord sur l'histoire résidentielle des personnes. L'importance du quartier dans leur vie quotidienne était ensuite abordée (description et localisation de la famille et du réseau social, des commerces et des services publics fréquentés, des activités sociales, des associations auxquelles elles participent, des lieux publics significatifs). Nous demandions aux interviewés d'identifier les changements survenus dans le quartier au cours des dernières années (sans faire mention de la gentrification afin de ne pas biaiser les réponses) et en quoi ces changements avaient modifié leur rapport au quartier. Tout au long des entretiens, lorsque des changements dans les réseaux sociaux, les liens aux voisins, les modifications de fréquentation des commerces, des clubs ou associations étaient rapportés, nous cherchions à voir dans quelle mesure ces modifications étaient liées soit à des dynamiques de déprise et d'adaptation au vieillissement ou aux changements survenus dans le quartier. Évidemment,

tel qu'indiqué précédemment, certaines rationalisations pouvaient être source de confusion.

La Petite-Patrie

Le quartier La Petite-Patrie² est situé au cœur de la ville de Montréal à l'intersection de deux lignes de métro. Ce quartier ouvrier peuplé surtout de Canadiens français compte également une minorité d'origine italienne. On y trouve l'une des premières paroisses italiennes de Montréal. La partie ouest du quartier compte deux attractions importantes : le marché Jean-Talon et le secteur commercial de la Petite Italie situé autour du boulevard Saint-Laurent. Les deux ont connu, au cours des dix ou quinze dernières années, une importante revitalisation et un repositionnement commercial menés par la municipalité et, notamment, l'entreprenariat italien. Souvent mentionné par les répondants canadiens-français et italiens comme une ressource importante et un lieu de socialisation, le marché Jean-Talon, marché alimentaire majeur, est situé dans le secteur de la Petite Italie de La Petite-Patrie. Sa rénovation a stimulé la gentrification résidentielle et commerciale.

Adjacent aux quartiers du Plateau Mont-Royal et du Mile End, qui comptent parmi les quartiers les plus gentrifiés de Montréal (Walks et Maaranen 2008), La Petite-Patrie connaît un fort processus de gentrification depuis le début des années 2000. La valeur des habitations et les loyers sont en hausse marquée, plusieurs condominiums sont construits sur les derniers terrains vacants et on assiste à l'arrivée d'une population plus jeune et très instruite. Ainsi, la population du quartier est désormais plus susceptible de détenir un diplôme universitaire que celle de l'ensemble de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal (Tableau 1) alors que le nombre et le pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus sont à la baisse. Par ailleurs, les personnes issues des minorités visibles se font de moins en moins nombreuses. La diminution des ménages sous le seuil de faible revenu et l'augmentation du revenu total des individus y sont plus prononcées que dans le reste de la région métropolitaine. Le nombre de logements possédés est en augmentation, quoique de façon moindre qu'ailleurs dans la région métropolitaine. Les deux organismes communautaires qui soutiennent notre étude estiment que ces changements créent une pression sur les locataires à faible revenu et se demandent si les personnes âgées de 70 ans et plus auront encore leur place (au plan matériel et symbolique) dans le quartier si les tendances actuelles se maintiennent.

TABLEAU 1

Indicateurs de l'évolution du profil social du quartier à l'étude,
1996-2006

	RMR de Montréal		La Petite-Patrie	
	1996	2006	1996	2006
Population totale	3 326 510	3 635 571	15 792	15 423
Variation en % 1996-2006		+9,3		-2,3
Population âgée de 65 ans et plus	400 135	495 690	2 025	1 740
En % de la population totale	12,2	13,6	12,8	11,3
Population âgée de 20 à 44 ans	1 338 110	1 313 615	7 735	8 225
En % de la population totale	40,2	36,1	49,0	53,4
% de diplômés universitaires	15,4	21,0	15,4	31,3
% de ménages à faible revenu	27,3	21,1	58,6	40,4
Ratio du revenu individuel total moyen (RMR = 1,0)	1,0	1,0	0,60	0,72
% des logements privés possédés	48,5	53,4	15,5	18,5
Population de minorité visible	401 420	590 375	4 150	3 730
En % de la population totale	12,2	16,5	26,5	24,4

Source : Statistique Canada, recensements de 1996 et 2006, données de l'échantillon de 20% de la population. Les données pour La Petite-Patrie ont été calculées en agrégeant les données publiées des secteurs de recensement du quartier ciblé par l'étude.

Des changements perçus et des positionnements différents

Avant d'aborder la perception des changements et son appréciation, il importe de soulever certaines constatations relatives aux deux populations anciennes du quartier. À partir des témoignages des répondants et des informateurs clés, la population italienne semble très ancrée et attachée au quartier. La quasi-totalité de nos répondants ont un important réseau social situé dans le secteur à l'étude. Ils sont attachés aux commerces et aux cafés qu'ils fréquentent, de même qu'à la paroisse et aux associations qui gravitent autour d'elle. Le marché public ou un parc ressortent comme des lieux significatifs. En fait, plusieurs répondants manifesteront leur attachement au secteur de la Petite Italie en le comparant à un village ou à leur coin d'Italie. Chez les Canadiens français, les positionnements sont plus variés. Presque tous habitent ou ont habité le quartier longtemps et certains se sont impliqués dans des organismes du quartier. Pourtant, l'expression de l'attachement s'exprime différemment chez les personnes âgées d'origine canadienne-française. Certes, il y a cette dame âgée qui a dû quitter le quartier, mais qui y revient fréquemment pour faire ses courses dans les commerces qu'elle apprécie. Toutefois, la plupart des francophones ont un réseau social très dispersé

dans la ville et parfois à l'extérieur et semblent entretenir un lien plutôt utilitariste avec le quartier. En fait, on nous dit d'abord l'apprécier « parce que tout est à la portée de la main ». On pourrait donc penser que les Canadiens français sont moins attachés à leur quartier. Il faut rappeler qu'ils sont majoritairement locataires et que l'attachement est reconnu comme plus important chez les propriétaires (Brown, Perkins et Brown 2003). Il ne faut toutefois pas négliger cet attachement instrumental, car la proximité des commerces et des services est le garant de l'autonomie des personnes dont la mobilité est réduite, telle cette résidente qui se déplace en fauteuil roulant motorisé. Cet aspect pratique du quartier devient central pour les personnes du grand âge en situation de déprise (Clément et Membrado 2010). Par ailleurs, quelques personnes, devant certains changements qu'elles perçoivent dans le quartier, disent ne plus se sentir « chez elles ».

La perception des changements varie considérablement selon les répondants. Certains ne perçoivent que très peu de changements, sinon aucun, alors que d'autres en perçoivent plusieurs. Les personnes demeurant en habitation à loyer modique (HLM) ou en résidences pour personnes âgées perçoivent généralement peu les changements affectant le quartier. Malgré les questions qui leur sont posées, plusieurs des personnes vivant dans ces habitations se limiteront souvent à décrire les changements notés dans leur HLM ou leur résidence, laissant quelque peu l'impression de vivre dans une sorte de « bulle ». Par ailleurs, les changements rapportés par les répondants portent principalement sur le voisinage immédiat, la rue ou, tout au plus, les quelques rues avoisinantes. On ne doit pas y voir l'effet des géographies personnelles restreintes – donc d'une certaine déprise – liées à l'avancée en âge, car la grande majorité des personnes interviewées ont un réseau social dispersé et fréquentent des endroits (commerces, clubs, activités) qui se situent nettement au-delà du voisinage immédiat qu'elles décrivent. Enfin, il faut noter que les italophones et les francophones ne décrivent pas les mêmes secteurs. La totalité des personnes âgées d'origine italienne et une d'origine canadienne-française nous parlent du secteur défini comme la Petite Italie, soit le secteur nord-ouest du quartier dont la principale rue commerciale est Saint-Laurent. Les personnes d'origine canadienne-française vivent ou vivaient un peu plus à l'est que les précédentes. Dans leurs entretiens, elles se réfèrent plutôt à la rue Saint-Hubert comme rue principale de leur voisinage. Le marché Jean-Talon semble constituer le point de rencontre de ces deux groupes.

Le changement le plus visible aux yeux de la plupart des résidents et anciens résidents âgés est l'arrivée de nouvelles populations immigrantes, notamment les Latino-Américains et les Haïtiens³. Face à ce changement,

quelques personnes expriment un malaise, un sentiment de désappropriation et d'étrangeté dans ce paysage du quartier qui évolue pour utiliser l'expression de Manzo (2003). « *Il faut aller chez McDo pour voir ça. On se sent pas chez nous...* », nous indique une femme âgée de 79 ans. Le même phénomène se produit avec les églises. Des répondantes signalent que les églises du quartier sont peu à peu investies par la population haïtienne notamment où la pratique religieuse est plus importante que chez les personnes d'origine canadienne-française. Se sentant étrangères, quelques répondantes nous ont dit ne plus aller à la messe ou y aller moins fréquemment. Mentionnons que chez l'une d'elles, dont la mobilité est réduite depuis une chute, l'absence d'une rampe d'accès à l'église est un autre facteur déterminant. À l'opposé, un homme d'origine italienne voit ce changement de population d'un œil positif: cela permet de connaître de nouvelles personnes, d'autres cultures, de réduire les préjugés car, finit-il par dire, « *on est tous pareils!* ». Par ailleurs, très peu de répondants notent l'arrivée dans le quartier d'une population plus jeune, instruite et fortunée. Parmi les rares exceptions, un couple italoophone note l'affluence dans le quartier de jeunes étudiants et universitaires. Ce changement est vu positivement par une femme francophone âgée de 76 ans qui note la venue « *du bien beau monde* » dans le quartier. La relative invisibilité de ce phénomène laisse entendre que les différenciations sociales ont un caractère moins spectaculaire que les différenciations ethniques.

D'autres changements, qui sont en lien avec la gentrification du quartier, sont toutefois rapportés par plusieurs participants, sans pour autant être associés à un mouvement de gentrification plus large. Seuls le couple âgé italien et cette femme francophone évoqueront le Plateau Mont-Royal, quartier fortement gentrifié de Montréal, pour décrire l'évolution récente de La Petite-Patrie. Tel qu'indiqué précédemment, l'appréciation de ces changements est fort variable. Ainsi, l'évolution du quartier au plan immobilier est constatée par plusieurs répondants qui rapportent que tant la valeur des maisons que les loyers ont connu une forte augmentation au cours des dernières années. Plusieurs soulignent également la multiplication des condominiums, certains faisant référence à la transformation d'une église du quartier en appartements passablement luxueux. Si la plupart des propriétaires apprécie la hausse de la valeur de leur maison, quoiqu'ils apprécient moins l'augmentation des taxes foncières, plusieurs répondants voient plutôt cette hausse d'un mauvais œil, car celle-ci ne répond pas au besoin des familles et des personnes à faible revenu du quartier. Par ailleurs, un propriétaire italoophone note que le quartier est devenu prohibitif, ce qui empêche des membres de sa famille de s'y installer. Quant aux changements commerciaux, les positions sont très variées.

On juge durement l'évolution d'une des deux principales artères commerciales du quartier. La rue Saint-Hubert a, selon les personnes interrogées, perdu en variété commerciale au gré d'une spécialisation qui ne répond pas aux besoins des gens du quartier. Selon une répondante de 77 ans, « *tous les magasins qu'on aimait, ils sont tous partis. Ils ont tous été remplacés par les magasins de tissus, les robes de bal, de mariées* ». Elle termine en déclarant que « *ce n'est pas à mon âge que je vais acheter ça!* ». Quant au repositionnement commercial de la rue Saint-Laurent et à la rénovation du marché Jean-Talon, plusieurs apprécient l'embellissement et l'arrivée de nouveaux commerces: « *beaucoup de progrès dans la Petite Italie, dans les magasins, les restaurants Beaucoup de monde qui viennent!* », selon un répondant d'origine italienne de 71 ans. Cependant, peu disent fréquenter régulièrement les nouveaux restaurants et cafés, leur préférant les endroits qu'ils fréquentent parfois depuis des lustres. D'autres déplorent la hausse des prix du marché Jean-Talon et la circulation accrue dans la Petite Italie. Certains cessent d'ailleurs de fréquenter le marché, comme cette ancienne résidente du quartier dont le fils refuse de l'y amener à cause de l'achalandage accru et du manque de stationnement qui en résulte.

La disparition des clubs de l'âge d'or et des bingos du quartier constitue un autre changement noté par plusieurs personnes âgées d'origine canadienne-française. En effet, au cours des dernières années, les trois clubs de l'âge d'or francophones ont fermé leurs portes, alors que le club italoophone poursuit ses activités. Si cette tendance s'observe à l'échelle du Québec, le rythme de fermeture dans le quartier va bien au-delà de ce qui est noté ailleurs. Selon deux informateurs clés, ces fermetures sont liées au manque de relève dans la direction de ces clubs, au manque de soutien financier de la part de la municipalité et à leur popularité déclinante, d'autant plus que la population âgée du quartier diminue. En ce sens, cette fermeture peut être liée à la gentrification qui amène une population plus jeune et plus instruite. Ces fermetures sont évidemment déplorées par ces répondants. Ce témoignage d'une femme âgée est particulièrement éloquent:

Ah! Ça m'a choquée, parce que c'était le seul plaisir qu'on avait. Tu sais, les personnes âgées, on ne cherche pas à aller dans les brasseries pour boire, je ne bois pas. Ça fait qu'on ne va pas ailleurs que là. Mais depuis que c'est fermé [Ce qu'on comprend c'est]: « Reste chez vous! » [Alors] on reste à la maison [...] On dirait que pour les personnes âgées, [on nous dit]: « Tu es trop vieux alors maintenant, attends ta mort et puis c'est tout ».

La perte des clubs pour cette femme et son mari est d'autant plus tragique que leur mobilité est restreinte et qu'ils ne peuvent compter sur leur famille pour les déplacements à l'extérieur du quartier.

Une population âgée de plus en plus invisible et impuissante ?

La fermeture des clubs de l'âge d'or du quartier, à laquelle il faut ajouter la perte d'églises, de même que l'abandon de certains autres lieux tels que le marché Jean-Talon ou la rue Saint-Hubert, semble mener à une certaine exclusion territoriale. Comme l'indique le dernier extrait d'entretien, ces changements mènent à une forme d'assignation à domicile de certains couples âgés. Sans aller aussi loin, d'autres répondants déplorent la perte de ces lieux de rencontre avec des pairs, phénomène qui semble avoir à son tour d'autres répercussions et mener à d'autres formes d'exclusion. Ainsi, on peut se demander si la perte de ces lieux n'accentuerait pas la dispersion des réseaux sociaux de certaines personnes âgées d'origine canadienne-française, ceux-ci ayant moins d'occasions de rencontrer des pairs et d'établir des liens avec eux. Par ailleurs, comme l'indique Anne-Marie Séguin, quand on y est confiné, le domicile, le chez-soi devient « un lieu d'isolement et d'invisibilité » (2010 : 376). À cet effet, deux informateurs clés reprennent cette idée des personnes âgées que l'on ne voit ni n'entend plus. Parlant des aînés du quartier, le conseiller municipal nous dit « *qu'ils sont très dans l'ombre, repliés sur eux-mêmes et c'est pour ça qu'on ne les entend plus* ». L'utilisation du mot « plus » est importante. En effet, l'invisibilité des vieilles personnes pourrait s'expliquer par un processus de déprise des plus vieux qui se soustrairaient de l'espace public. Ici, le conseiller parle de cette invisibilité comme d'un phénomène nouveau lié à la disparition des clubs et à l'abandon de certains lieux publics. Il s'agirait donc plutôt d'un processus d'exclusion symbolique. Cette exclusion peut à son tour mener à une exclusion sociopolitique. Toujours d'après le conseiller municipal, les personnes âgées revendiquent et participent peu aux rencontres du conseil d'arrondissement, là où elles peuvent se faire entendre (à cet effet, aucune personne âgée n'a nommé ce conseil comme lieu où faire entendre la voix des aînés). Selon lui, la perte des clubs de l'âge d'or les prive d'une voix, voire de leur principale voix, dans la participation citoyenne : « *Avant, on les entendait dans les clubs d'âge d'or. Mais maintenant ces endroits-là ferment. Où est-ce qu'on entend les personnes âgées ?* » Elles semblent ainsi n'exercer que peu de pouvoir sur l'aménagement de leur environnement et les différents enjeux qui pourraient les affecter. Sont-elles alors complètement impuissantes devant les changements qui se produisent dans leur quartier ?

Quel pouvoir pour les plus défavorisés ?

Puisque la mobilité faisait partie des critères de sélection des participants de l'étude, la quasi-totalité d'entre eux présentaient relativement peu

d'incapacités graves, et ce, même si plusieurs personnes âgées nous disent que leur santé se détériore et qu'elles doivent limiter leurs déplacements. Plusieurs d'entre elles ont manifesté un certain « pouvoir de » trouver d'autres lieux, soit pour faire leurs courses, soit pour socialiser. Ainsi, une dame âgée de près de 80 ans, qui regrette la disparition des clubs de l'âge d'or, s'est jointe à un groupe de femmes qui se rencontre dans le restaurant McDonald local : « *Mais on aime ça, on prend un café, un muffin, puis on jase quasiment deux heures* ». Pour d'autres, il s'agit de remplacer le marché public désormais trop cher ou trop éloigné compte tenu de leur mobilité déclinante par un supermarché. Pour d'autres répondants, des répondantes surtout, la principale stratégie consiste à faire appel au réseau familial pour compenser les pertes. Ainsi, une ancienne résidente qui a dû quitter le quartier lorsque son propriétaire a repris le logement qu'elle louait sollicite son fils qui possède une voiture pour revenir faire ses courses dans le quartier. Une autre nous dit faire plus de sorties avec ses enfants depuis que certaines de ses activités sociales ont cessé d'exister. Leur « pouvoir sur » semble donc se limiter à la famille. En fait, qu'il s'agisse du « pouvoir de » ou du « pouvoir sur », ceux-ci semblent se limiter à la sphère privée – on peut agir sur soi ou sur sa famille – alors que la sphère publique leur échapperait.

En effet, face aux changements survenus, aucune personne âgée interviewée ne semble en mesure de prendre part à une action collective. Rappelons à ce sujet l'absence de relève dans la direction des clubs de l'âge d'or du quartier. Un seul répondant s'est impliqué dans la mise en place d'un comité dans la résidence pour personnes âgées qu'il habite. Deux autres se sont engagés dans une association de locataires du quartier. La quasi-totalité des vieilles personnes rencontrées ont été incapables d'identifier un seul organisme par lequel elles pourraient exprimer leurs besoins. Plusieurs informateurs expriment une certaine impuissance en disant qu'ils se contentent « de chialer » ou que, « de toute façon, rien ne change ». Doit-on y voir une déprise de l'espace citoyen ? Certes, une des personnes qui a longtemps mené un combat contre son propriétaire qui voulait la déloger nous dit maintenant que sa santé ne lui permet plus de poursuivre ce genre d'action. Toutefois, ce faible pouvoir nous semble plutôt en lien avec l'appartenance sociale de la population étudiée. En effet, la moitié des personnes âgées rencontrées sont à faible revenu – elles reçoivent le supplément de revenu garanti⁴ – et seulement quatre d'entre elles ont complété des études secondaires alors que huit ont tout au plus complété leurs études primaires. Leur faible influence sur la sphère publique expliquerait fort probablement ce qui nous est apparu chez plusieurs des répondants comme une certaine résignation devant les changements.

Des positionnements hétérogènes face à la gentrification

Les dynamiques d'exclusion – et les situations d'impuissance qui les accompagnent – ne sont toutefois pas généralisées : elles affectent différemment les individus, certains semblant plus vulnérables que d'autres. Bien qu'il faille se montrer circonspect compte tenu du faible nombre de participants de l'étude dans ce quartier, deux groupes se distinguent cependant. Dans l'ensemble, il nous semble que les résidents âgés d'origine italienne voient les changements survenus dans La Petite-Patrie avec plus de sérénité que les résidents âgés d'origine canadienne-française. Certes, les premiers sont pour la plupart propriétaires : ce statut leur confère une certaine protection face à la gentrification du quartier, d'autant plus que celle-ci leur a permis d'augmenter leur capital immobilier et leurs revenus de location, alors que les seconds sont tous locataires. Il faut toutefois noter que cette communauté a su préserver ses institutions et ses espaces sociaux et culturels. Ainsi, la paroisse italienne de Notre-Dame-de-la-Défense est toujours fréquentée et organise de multiples activités. De même, tel qu'indiqué précédemment, le club de l'âge d'or de cette communauté poursuit ses activités contrairement aux clubs francophones. Cette communauté demeure très liée. Ses gens d'affaires et ses associations culturelles ont participé activement à la revitalisation du secteur de la Petite Italie et il ne semble pas exister de menace immédiate sur ses espaces traditionnels de sociabilité. Les personnes âgées de cette communauté ont d'ailleurs entrepris des démarches pour la construction d'une résidence pour personnes âgées avec incapacités afin de leur permettre de demeurer dans le quartier. Les personnes âgées, qui représentent une proportion importante de la population italienne du quartier, semblent avoir conservé leur place dans le quartier.

Au contraire, chez les francophones âgés, certains changements semblent réduire leur capital social⁵ et les marginaliser. Cette population semble nettement plus vulnérable à certaines dynamiques d'exclusion sociale, notamment l'exclusion territoriale, liées directement et indirectement à la gentrification. Toutefois, comme l'indiquent Alan Walks et Richard Maaranen (2008) à partir d'un ensemble d'indicateurs économiques et sociaux, La Petite-Patrie connaît une gentrification incomplète. On observe ainsi, dans le quartier, le maintien d'une certaine mixité sociale qui se manifeste par l'hétérogénéité de la nature des commerces, du coût des logements et de l'appartenance sociale de la population. Cette mixité sociale serait de nature à limiter, pour le moment, les risques de déplacements directs⁶ et d'exclusion économique liée à la hausse des loyers et à l'arrivée de commerces haut de gamme.

Il reste enfin un dernier cas de figure digne de mention qui est représenté par cette femme francophone de 76 ans, dotée d'un fort capital culturel⁷, qui se dissocie de sa cohorte: «*Mais vraiment, je suis un peu mal à l'aise de ne pas pouvoir vous en parler des personnes [âgées] du quartier, parce que je ne les connais pas. Mais je ne recherche pas, par exemple, à m'intégrer dans les groupes de troisième âge.*» Elle entretient plutôt des liens avec un réseau composé de personnes dans la cinquantaine et qui s'organise autour de ses activités artistiques et culturelles. Elle apprécie les nouveaux cafés, les boutiques branchées et les commerces où elle peut se procurer des journaux français. Elle participe de ce fait activement aux changements du quartier. Si les dynamiques d'exclusion vécues par certaines personnes âgées d'origine canadienne-française semblent indiquer une marginalisation de leur modèle de retraite axé sur le loisir et la fréquentation des clubs, cela ne s'applique manifestement pas à cette femme âgée. En effet, comme le souligne pertinemment Chris Phillipson:

[...] variations in community attachments now illustrate significant inequalities within the older population: most notably between those able to make conscious decisions about where and with whom to live, and those who feel marginalised and alienated by changes in the communities in which they have "aged in place" (2007: 336).

Il ne faut donc jamais oublier l'hétérogénéité des personnes âgées: les inégalités et les différenciations sociales existent toujours, même au grand âge.

Conclusion

Notre étude menée auprès de résidents de longue date et âgés du quartier de La Petite-Patrie illustre comment les déprises individuelles et les changements survenus dans le quartier, notamment la gentrification, contribuent conjointement à accroître l'invisibilité de certains segments de la population âgée. Le déclin physique et le grand âge ont mené plusieurs personnes à abandonner certaines activités et certains lieux et ont conduit à l'amincissement de leur réseau social, à la suite de la maladie ou du décès de plusieurs proches. Toutefois, la fermeture des clubs de l'âge d'or, la transformation de certaines églises et la modification du tissu commercial, bouleversements liés tout au moins indirectement à la gentrification du quartier, induisent des dynamiques d'exclusion notamment chez les vieux locataires d'origine canadienne-française. Ceux-ci, bien qu'ils aient habité fort longtemps ce quartier ouvrier, ont peu d'emprise sur les institutions locales et les organismes qui constituent des espaces clés de

socialisation et de rencontre avec les pairs. On constate plusieurs formes d'exclusion : 1) une exclusion territoriale, associée à la perte de lieux de socialisation et de certains espaces publics, et qui peut, dans les cas extrêmes, signifier un confinement au domicile ; 2) une exclusion des liens sociaux, en limitant les liens sociaux faibles et 3) une exclusion symbolique, par l'invisibilité grandissante des personnes âgées dans l'espace public.

Ces différents processus d'exclusion que connaissent ces résidents âgés mènent à leur tour à une exclusion sociopolitique, en privant ces derniers d'un espace de participation citoyenne – les clubs de l'âge d'or – certes limité, mais unique pour eux. Ces personnes âgées d'origine modeste semblent donc impuissantes au plan collectif face aux changements qui les affectent. Cette impuissance est renforcée chez une des vieilles personnes interviewées par sa santé déclinante. Ici, déprise et exclusion se combinent pour limiter son pouvoir d'orienter sa vie. Le pouvoir de ces vieilles personnes apparaît ainsi se limiter à la sphère privée. Devant les changements et les pertes, elles ne peuvent qu'agir sur elles-mêmes en s'adaptant ou alors faire appel à la famille, principalement à leurs enfants, pour compenser la perte d'activités, de fréquentations d'espaces familiers et de contacts avec leurs pairs.

Il importe enfin de souligner le maintien d'importantes inégalités dans les changements induits par la gentrification. Les résidents âgés italiens, propriétaires pour la plupart et fortement attachés à ce quartier qui revêt un caractère symbolique pour la communauté italienne de Montréal, réussissent à maintenir leurs institutions et leurs liens avec le voisinage. Ils conservent leur place dans le quartier. Ils voient même, malgré quelques inconvénients associés à la gentrification, leur capital économique (immobilier) croître. De même, deux locataires canadiens-français, arrivés plus récemment dans le quartier, ne sont pas touchés par la perte des clubs et des églises, qu'ils n'ont jamais fréquentés, et peuvent trouver maintenant à portée de main des commerces qui conviennent à leurs goûts. Ces deux résidents âgés, à l'instar des nouveaux résidents plus jeunes et plus instruits, semblent davantage participer au processus de gentrification qu'en subir les contrecoups. À cet effet, Manzo (2003), citant Hummon (1992), rappelle que l'enracinement de certains membres d'une communauté implique souvent le déplacement et l'exclusion d'autres membres.

Remerciements

Ce projet de recherche, intitulé *Gentrification et exclusion sociale des personnes âgées*, est subventionné (pour les années 2008 à 2011) par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada dans le cadre de son programme de subvention de recherches

ordinaires. Le projet est mené par Jean-Pierre Lavoie (chercheur principal) et Damaris Rose (cochercheure) avec la collaboration, à Toulouse, de Monique Membrado et d'Alice Rouyer. Nous tenons à remercier tous les participants à l'étude, de même que nos partenaires communautaires qui nous ont appuyés dans le développement du projet et dans le recrutement de participants. Nous pensons notamment au Comité logement de La Petite-Patrie, au Conseil des aînés de Notre-Dame-de-Grâce et à la Table de concertation des aînés de l'Île de Montréal.

Notes

1. Deux entretiens ont été réalisés avec autant de couples. Une conjointe d'un homme de 70 ans était âgée de 63 ans.
2. L'étude a porté sur le secteur ouest du quartier de La Petite-Patrie correspondant au district électoral de Saint-Édouard. Afin d'alléger le texte, nous nous référerons au secteur en utilisant uniquement le nom du quartier soit La Petite-Patrie.
3. Cette perception est en contradiction avec les données du recensement, du moins en ce qui concerne les résidents du quartier.
4. Le supplément de revenu garanti (SRG) est une allocation qui s'ajoute à la pension de la sécurité de la vieillesse fédérale pour les personnes à faible revenu. Le revenu annuel maximal pour une personne qui reçoit le SRG est de 16 176 \$ (Service Canada 2011). Ce revenu est inférieur au seuil de faible revenu fixé à 22 229 \$ pour une personne seule vivant en milieu métropolitain (Statistique Canada 2010).
5. Le capital social « désigne le réseau de relations personnelles qu'un individu peut mobiliser quand il en a besoin. Ce réseau est en partie "hérité" (relations familiales, par exemple) » (Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales, s.d.). Cette notion peut également s'appliquer à une communauté. Lorsqu'une communauté dispose d'un bon capital social, les individus qui la composent peuvent compter sur un ensemble d'institutions (familles, lieux de culte, associations, par exemple) et de relations de voisinage qui permettent d'entretenir des liens sociaux, notamment des liens d'entraide. Nous faisons référence surtout à cette dernière composante.
6. Nous n'avons trouvé qu'une seule personne ayant été évincée de son appartement par son propriétaire. Trois autres personnes ont quitté le quartier pour des raisons de santé. Elles ont déménagé dans des résidences pour personnes âgées mieux adaptées à leur mobilité déclinante que les appartements de La Petite-Patrie (présence d'ascenseurs, absence d'escalier extérieur).
7. Le capital culturel « désigne l'ensemble des ressources culturelles dont dispose un individu (capacités de langage, maîtrise d'outils artistiques, etc.), le plus souvent attestées par des diplômes » (Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales, s.d.).

Références

- Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales, s.d. *Le capital économique/social/culturel*. <http://brises.org/notion.php/capital-economique/capital-social/capital-culturel/classes-sociales/notId/57/notBranch/57/> [consulté le 17 décembre 2010].
- Billette, V. et J.-P. Lavoie, 2010. « Introduction. Vieillissements, exclusions sociales et solidarités », in M. Charpentier, N. Guberman, V. Billette *et al.* (dir.), *Vieillir au pluriel. Perspectives sociales*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 1-22.

- Brown, B., D. D. Perkins et G. Brown, 2003. « Place attachment in a revitalizing neighborhood: individual and block level of analysis », *Journal of Environmental Psychology*, vol. 23, n° 3, p. 259-271.
- Caradec, V., 2004. *Vieillir après la retraite*. Paris, Presses universitaires de France.
- Chazel, F., 2005. « Pouvoir », in M. Borlandi, R. Boudon, M. Cherkaoui *et al.* (dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*. Paris, Presses universitaires de France, p. 569-683.
- Clément, S., J. Mantovani et M. Membrado, 2004. « Du bon voisinage aux solidarités de proximité », in P. Pitaud (dir.), *Solitude et isolement des personnes âgées. L'environnement solidaire*. Toulouse, Erès, p. 105-138.
- Clément S., J. Mantovani et M. Membrado, 1998. « Expériences du vieillissement et formes urbaines », in N. Haumont (dir.), *L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*. Paris, L'Harmattan, collection « Habitat et Société », p. 231-242.
- Clément, S., J. Mantovani et M. Membrado, 1996. « Vivre la ville à la vieillesse: se ménager et se risquer », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 73, p. 90-98.
- Clément, S., J. Mantovani et M. Membrado, 1994. « Localisation urbaine et expression du vieillissement », *Sociologie santé*, n° 11, p. 105-118.
- Clément, S. et M. Membrado, 2010. « Expériences du vieillir: généalogie de la notion de déprise », in S. Carbone (dir.), *Penser les vieilles. Regards sociologiques et anthropologiques sur l'avancée en âge*. Paris, Seli Arslan, p. 109-128.
- Cutchin, M. P., 2005. « Agenda for the future. Spaces for inquiry into the role of place for older people's care », *Journal of Clinical Nursing*, vol. 14, n° s2, p. 121.
- Davidson, M. et L. Lees, 2005. « New-build gentrification and London's riverside renaissance », *Environment and Planning*, vol. 37, p. 1165-1190.
- de Gaulejac, V., I. Taboada Léonetti, F. Blondel *et al.*, 1994. *La lutte des places: insertion et désinsertion*. Paris et Marseille, EPI, Hommes et perspectives.
- Giddens, A., 1987. *La constitution de la société*. Paris, Presses universitaires de France.
- Guest, A. M. et S. K. Wierzbicki, 1999. « Social ties at the neighborhood level: two decades of GSS evidence », *Urban Affairs Review*, vol. 35, p. 92-111.
- Hackworth, J. et J. Rekers, 2005. « Ethnic packaging and gentrification: the case of four neighborhoods in Toronto », *Urban Affairs Review*, vol. 41, n° 2, p. 211-236.
- Hamnett, C., 2008. « Gentrification, postindustrialism, and industrial and occupational restructuring in global cities », in G. W. Bridge et S. Watson (dir.), *A companion to the city*. Oxford, Blackwell Publishing, p. 331-341.
- Hummon, D. M., 1992. « Community attachment: local sentiment and sense of place », in I. Altman, & S. Low (dir.), *Human behavior and environments: Advances in theory and research. Volume 12: Place attachment*. New York, Plenum Press, p. 253-278.
- Lalive d'Épinay, C., E. Christe, J. Coenen-Huther *et al.*, 1983. *Vieillesse – Situations, itinéraires et modes de vie des personnes âgées aujourd'hui*. Saint-Saphorin, Éditions Georgi.
- Lavoie, J.-P., 2007. « Grand âge et transformations du pouvoir sur soi et son environnement ». Communication présentée aux Journées d'études internationales: *L'âge et le pouvoir en question*, 10 et 11 septembre 2007, Paris.
- Lavoie, J.-P., D. Rose, A. Twigge, A. *et al.*, 2009. « L'interaction personnes âgées et environnement urbain. Le cas de la "gentrification" ». Communication présentée

- au Colloque international et pluridisciplinaire du LISST-Cieuv : *Vivre le vieillir : des lieux, des mots, des actes*, 11 au 13 mars 2009, Toulouse.
- Lehman-Frisch, S., 2008. « “Gentrifieurs, gentrifiées” : cohabiter dans le quartier de la Mission (San Francisco) », *Espace et sociétés*, n^{os} 132-133, p. 143-160.
- Lehman-Frisch, S., 2002. « “Like a village” : les habitants et leur rue commerçante dans Noe Valley, un quartier gentrifié de San Francisco », *Espaces et Sociétés*, n^{os} 108-109, p. 49-68.
- Lord, S., C. Després et T. Ramadier, 2010. « When mobility makes sense: a qualitative and longitudinal study of the daily mobility of the elderly », *Journal of Environmental Psychology*, vol. 31, p. 52-61.
- Manzo, L., 2003. « Beyond house and haven: toward revisioning of emotional relationships with places », *Journal of Environmental Psychology*, vol. 23, p. 47-61.
- Marcuse, P., 1986. « Abandonment, gentrification and displacement: the linkages in New York City », in N. Smith et P. Williams (dir.), *Gentrification of the city*. Londres, Unwin Hyman, 153-177.
- Martin, L., 2007. « Fighting for control », *Urban Affairs Review*, vol. 42, n^o 5, p. 603-628.
- Pashup-Graham, J. 2003. *Coping with changes in the neighbourhood: residential capital, aging and neighbourhood preferences*. Chicago, University of Chicago Press.
- Paugam, S. 1996. *L'exclusion. L'État des savoirs*. Paris, Éditions La Découverte.
- Phillipson, C., 2010. « Ageing and urban society: growing old in the “Century of the City” », in D. Dannefer et C. Phillipson (dir.), *The Sage handbook of social gerontology*. Londres, Sage, p. 597-606.
- Phillipson, C., 2007. « The « elected » and the « excluded » : sociological perspectives on the experience of place and community in old age », *Ageing & Society*, vol. 27, n^o 3, p. 321-342.
- Scharf, T., C. Phillipson, P. Kingston *et al.*, 2001. « Social exclusion and older people: exploring the connections », *Education and Ageing*, vol. 16, n^o 3, p. 303-320.
- Scharf, T., C. Phillipson et A. E. Smith, 2005. *Multiple exclusion and quality of life amongst excluded older people in disadvantaged neighbourhoods*. Keele, Keele University, Centre for Social Gerontology.
- Séguin, A. M., 2010. « Vieillir en milieu urbain. Les enjeux liés à l'exclusion », in M. Charpentier, N. Guberman, V. Billette *et al.* (dir.), *Vieillir au pluriel. Perspectives sociales*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 369-383.
- Séguin, A. M., P. Apparicio et P. Negron, 2008. « Évolution de la distribution spatiale de la population âgée dans huit métropoles: une ségrégation qui s'amenuise ». Montréal, INRS – Centre Urbanisation Culture Société, Document de travail inédit, n^o 2008-10.
- Sen, A., 1993. « Capability and well-being », in M. Nussbaum et A. Sen (dir.), *The quality of life*. Oxford, Clarendon Press, p. 30-53.
- Sennett, R., 1981. *Authority*. New York, Vintage Books.
- Service Canada, 2011. Taux de paiement de la sécurité de la vieillesse, juillet-septembre 2011. <http://www.servicecanada.gc.ca/fra/psr/sv/svttaux.shtml> [consulté le 19 août 2011].
- Shaw, K., 2008. « Gentrification: what it is, why it is, and what can be done about it », *Geography Compass*, vol. 2, n^o 5, p. 1697-1728.
- Smith, A. E., 2010. *Ageing in urban neighbourhoods: place attachment and social exclusion*. Bristol, Policy Press.

- Statistique Canada, 2010. Seuils de faible revenu (base 1992) avant impôt. <http://www.statcan.gc.ca/pub/75f0002m/2010005/tbl/tbl02-fra.htm> (consulté le 19 août 2011).
- Wahl, H. W. et F. Oswald, 2010. « Environmental perspectives on ageing », in D. Dannefer et C. Phillipson (dir.), *The Sage handbook of social gerontology*. Londres, Sage, p. 111-124.
- Walks, R. A., et R. Maaranen, 2008. *The timing, patterning, & forms of gentrification & neighbourhood upgrading in Montreal, Toronto & Vancouver, 1961 to 2001*. Toronto, Centre for Urban and Community Studies, Cities Centre, University of Toronto, Research Paper 211.
- Weber, M., 1992. *Économie et société*. Paris, Plon.
- Wiles, J., 2005. « Conceptualizing place in the care of older people: the contributions of geographical gerontology », *Journal of Clinical Nursing*, vol. 14, n° s2, p. 100-108.